

INTERVIEW DE M. FRANÇOIS MITTERRAND, PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE, AU JOURNAL " TA NEA ", NOTAMMENT SUR LA SITUATION DU SOCIALISME EN EUROPE DU SUD ET LES RELATIONS EST-OUEST, PARIS, PALAIS DE L'ÉLYSÉE, LUNDI 28 SEPTEMBRE 1981

28 SEPTEMBER 1981 - SEUL LE PRONONCÉ FAIT FOI

QUESTION.- L'accession du Parti socialiste au pouvoir après trente ans ainsi que votre avènement à la Présidence de la République, ont été salués comme le point de départ de profonds changements dans la politique de votre pays. Dans quels domaines seront effectués, selon vous, les changements les plus radicaux ? Dans le secteur économique et social en France même, ou dans votre politique internationale ?

- LE PRESIDENT.- En l'espace de trois mois, le Gouvernement a adopté un projet de décentralisation comme on n'en a pas connu en France depuis deux siècles, un projet de nationalisation du crédit, un projet de nationalisation de groupes industriels dans les domaines de l'aviation, de l'ordinateur, de la chimie, de l'armement, ce qui a une signification très importante. Il a adopté des mesures radicales dans le domaine de nos moeurs : l'abolition de la peine de mort, des juridictions d'exception, de la Cour de Sûreté de l'Etat. Des mesures pour les nouveaux droits des travailleurs sont en chantier. Il serait trop long de résumer ce qui a été fait en si peu de temps. Par ailleurs, la France est parvenue à adresser au monde un nouveau message conforme à sa tradition, de défense de la liberté et du droit. Tout cela est lié. Il n'y a pas de hiérarchie selon moi.\

QUESTION.- Le fait que la France ait été gouvernée aussi longtemps par des partis de droite vous a-t-il déjà posé des problèmes, dans la brève période qui a suivi les élections ? Quelles sont les difficultés auxquelles doit faire face un parti qui est demeuré pendant près de trente ans dans l'opposition ? Les cadres choisis par les gouvernements précédents pour la gestion et le fonctionnement de l'Etat peuvent-ils rendre la réalisation de vos plans politiques plus ardue ? Et dans l'affirmative, comment résoudrez-vous ce problème ?

- LE PRESIDENT.- La durée à laquelle vous faites allusion montre que l'enracinement est important. Une politique comme la nôtre avait été engagée pour la dernière fois en 1944, lors de la libération de la France par le Général de GAULLE et les partis de gauche et, plus tôt encore, en 1936, par le Front populaire. Dans l'intervalle, c'est presque toujours la droite qui a gouverné.

- Il se produit donc certains ralentis, certains freins qui sont presque naturels si l'on songe que le nouveau pouvoir politique est pour l'instant greffé sur un système politique et économique qui ne lui est pas favorable. Nous ne voulons pas d'épuration, mais il faut quand même qu'un certain nombre de leviers de commande soient tenus par des hommes et des femmes, dont la pensée corresponde à celle de la majorité du pays. Nous devons nous assurer que la politique voulue par cette majorité, et que nous mettons en oeuvre, soit véritablement appliquée dans les faits.\

QUESTION.- Croyez-vous que votre triomphe électoral aidera la lutte des partis socialistes d'autres pays, tels que la Grèce, pour conquérir le pouvoir ?

- LE PRESIDENT.- Chaque pays mène l'expérience de son choix. On a pu noter un progrès du socialisme en Italie par exemple, et une forte position du socialisme en Espagne ou au Portugal. On vient de constater une baisse du socialisme en Norvège et en Hollande, on peut prévoir un succès en Suède. Cela est-il lié directement à ce qui se passe en France ? Vous voyez qu'il est difficile d'en juger. Malgré tout, il y a beaucoup de correspondances et d'affinités entre les pays de l'Europe du sud et nos peuples sont sensibles à ce qui se passe chez l'un ou chez l'autre de leurs voisins. La victoire du socialisme en France provoque de profondes résonnances dans la plupart des pays d'Europe et des pays méditerranéens. Quoi de plus normal ? Mais ces résonnances s'inscrivent dans une réalité nationale que je n'ai pas à juger, que seuls peuvent prendre en compte et apprécier les citoyens du pays en cause.

- QUESTION.- La France socialiste pourra-t-elle aider le Parti socialiste grec - le PASOK - dans l'éventualité (qui se transforme aujourd'hui en certitude) d'une victoire électorale prochaine ? Cette assistance se réaliserait-elle au niveau des relations économiques et culturelles ? Envisagez-vous la possibilité d'une étroite collaboration sur-le-plan idéologique et politique ?

- LE PRESIDENT.- De toute façon, la France continuera, quel que soit le résultat des élections, d'entretenir des relations amicales avec la Grèce, de peuple à peuple, d'Etat à Etat. C'est un devoir qui est le nôtre. Bien entendu, si le PASOK l'emporte aux élections, se trouveront alors au pouvoir, de part et d'autre, des responsables qui se connaissent et qui s'estiment, qui ont de l'amitié les uns pour les autres et donc qui ont une grande compréhension de leurs problèmes.\

QUESTION.- Après la victoire socialiste en France et les perspectives qui s'ouvrent aux partis socialistes de toute l'Europe, pourrait-on prévoir une entente entre les socialistes du nord et du sud pour tracer en commun la ligne de conduite socialiste ?

- LE PRESIDENT.- Cette entente existe déjà au sein de l'Internationale socialiste. J'ai reçu le 25 septembre à Paris, les leaders de cette Internationale. Elle a une réelle importance. Il n'y a pas de raison de créer une organisation supplémentaire. Cependant, à l'intérieur de l'Internationale, j'ai moi-même pris l'initiative il y a déjà quelques années, de réunir les représentants socialistes de l'Europe du sud, notamment Felipe GONZALES pour l'Espagne, Mario SOARES pour le Portugal, Bettino CRAXI pour l'Italie, Andreas PAPANDREOU pour la Grèce. Quelquefois s'y sont ajoutés d'autres responsables de l'Internationale comme les Belges ou extérieurs à l'Internationale comme les Yougoslaves ou les Roumains. Les cinq partis, grec, italien, portugais, espagnol et français entretiennent des relations particulièrement bonnes, et je l'ai dit, ont entre eux de réelles affinités.

- QUESTION.- Pourrait-on se permettre d'espérer, dans le contexte d'une Europe socialiste, que le bassin méditerranéen se transforme, de région de hautes tensions politiques qu'il est aujourd'hui, en aire de détente ? Quelles sont les probabilités de réussite pour la création d'une Méditerranée "sans missiles" ?

- LE PRESIDENT.- Vous me posez là une question à laquelle je ne puis répondre. D'abord, c'est un voeu pieux que de dire que la Méditerranée pourrait être entourée de pays à dominante socialiste. Nous n'en sommes pas là et nous en sommes même encore très loin. D'ici à ce que cela arrive, nous ne savons pas comment les diverses situations évolueront. Ce qui est certain, c'est que les socialistes, en matière internationale, respectent d'abord le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, ensuite et toujours, préfèrent l'arbitrage, le désarmement et la sécurité collective à la course aux armements et à la guerre froide. Je crois que les socialistes ont vocation à mieux comprendre les relations entre les pays du Maghreb et les pays du sud de l'Europe, entre l'est et l'ouest de la Méditerranée. Il y a une certaine vocation, propre aux socialistes, qui me paraît bien convenir aux intérêts de la Méditerranée.

- Quant à la "mer sans missiles" c'est autre chose. Cela dépend des -rapports de forces entre les deux plus grandes puissances, qui ne sont ni l'une ni l'autre des puissances directement méditerranéennes.\

QUESTION.- Votre politique étrangère continue à faire l'objet de controverses, surtout dans les pays de l'Ouest. Sera-t-elle profondément différente de celle suivie par les gouvernements précédents ? Et sur quels points ?

- LE PRESIDENT.- Quelles controverses ? Voulez-vous préciser ?

- QUESTION.- Allez-vous suivre une politique différente de la précédente, qui apportait un soutien aux positions américaines, sur les missiles notamment ?

- LE PRESIDENT.- C'est une question un peu trop vaste. J'aimerais une question plus précise qui m'éviterait de faire un -cours de politique étrangère.

- QUESTION.- La France prévoit-elle que l'on se dirige vers une période de détente ?

- LE PRESIDENT.- Pour l'instant on n'en est pas à la détente.

- QUESTION.- Vers un équilibre des forces ?

- LE PRESIDENT.- La réalité c'est que la Russie et les Etats-Unis d'Amérique arment et surarment tant qu'ils peuvent. Le principe qui me guide en ce domaine est que l'équilibre doit être maintenu entre ces forces. S'il y a déséquilibre, il y aura la guerre. J'ai été inquiet, je l'ai déjà dit, de voir s'accroître l'armement soviétique en Europe, en-particulier avec les SS 20, fusées qui ne peuvent pas traverser l'Atlantique et donc destinées à l'Europe. Les Américains ont décidé de sortir de cet -état potentiel de déséquilibre vis-à-vis des Russes. Je n'ai pas été - je n'avais pas à l'être - consulté sur la décision de l'OTAN. Mais je répète que l'équilibre est nécessaire et je pense qu'une négociation fondée sur l'équilibre est urgente. On verra tout à fait clair dans les deux mois qui viennent et la négociation ne devrait pas alors tarder.

- QUESTION.- A l'égard des relations entre la France et l'Union soviétique, quelles sont vos perspectives ? Quelles positions adoptez-vous envers les propositions de BREJNEV pour entamer le dialogue entre

: Quelles positions adoptez-vous envers les propositions de BREJNEV pour entamer le dialogue entre Ouest et Est ?

- LE PRESIDENT.- Je m'en tiens obstinément à une seule position : équilibre des forces et négociation. J'entends également préserver les relations d'amitié qui existent entre les peuples russe et français et je ne mésestime aucunement le rôle de l'URSS et son droit à la sécurité. Mais l'équilibre suppose le respect mutuel des principes fondamentaux du droit international.\

QUESTION.- Monsieur le Président, souhaitez-vous apporter un message au peuple grec ?

- LE PRESIDENT.- C'est un peuple que j'aime beaucoup. Je lui adresse d'abord mes vœux de réussite sur-le-plan national et international. Certes, on ne s'étonnera pas si je souhaite que ce peuple aille de plus en plus vers le progrès, l'égalité sociale et la justice entre les citoyens. Mais je ne veux pas, en tant que Président de la République française, intervenir dans la vie politique grecque. Je souhaite que sur-le-plan international, la Grèce connaisse un avenir digne de ses mérites. J'ai pleine confiance dans son destin. Elle a toujours su surmonter les moments difficiles de son histoire. Elle continuera, j'en suis sûr, de témoigner pour la démocratie, et pour cette idée de l'homme sur lui-même et devant l'univers dont elle a été l'admirable porteur.\